

RCS : LILLE METROPOLE

Code greffe : 5910

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1997 B 20017

Numéro SIREN : 410 409 015

Nom ou dénomination : AUCHAN SUPERMARCHE

Ce dépôt a été enregistré le 28/08/2023 sous le numéro de dépôt 18762

20235018762

COMPTES ANNUELS

(établis en millions d'euros)

AUCHAN SUPERMARCHE

Société par actions simplifiée

200 RUE DE LA RECHERCHE 59650 VILLENEUVE D'ASCQ

~~DATE DE CLOTURE : 31/12/2022~~

Sommaire

Page de garde.....	1
Bilan - Actif.....	4
Bilan - Passif.....	5
Compte de Résultat.....	6
Compte de Résultat (suite).....	7
ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS.....	8
Faits caractéristiques.....	9
Règles et méthodes comptables.....	11
Immobilisations incorporelles.....	11
Immobilisations corporelles.....	11
Dépréciations des immobilisations corporelles & incorporelles.....	12
Participations et autres titres immobilisés.....	13
Valeurs mobilières de placement	13
Stocks.....	13
Créances et dettes.....	13
Disponibilités.....	13
Provisions règlementées.....	14
Opérations en devises.....	14
Provisions pour risques et charges.....	14
Engagements de retraite et autres avantages au personnel à long terme.....	14
Provisions pour litiges.....	15
Chiffre d'affaires.....	15
Subvention d'investissement à caractère commercial.....	15
Notion de résultat courant et de résultat exceptionnel.....	15
Impôt sur les bénéfices.....	15
Immobilisations.....	16
Amortissements.....	18
Liste des filiales et participations.....	19
Etat des échéances des créances et des dettes.....	20
Etat des Capitaux Propres.....	22
Charges constatées d'avance.....	23
Produits constatés d'avance.....	24
Charges à payer.....	25
Produits à recevoir.....	25
Provisions inscrites au Bilan.....	26
Ventilation du Chiffre d'affaires.....	28
NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT.....	29
Analyse du Résultat d'Exploitation.....	29
Analyse du Résultat Financier.....	30
Analyse du Résultat Exceptionnel.....	31
Rémunérations allouées aux membres des organes de direction.....	32
Effectifs.....	32
Impôt sur les bénéfices.....	32
Fiscalité différée.....	33
NOTES COMPLEMENTAIRES.....	34

Engagements hors bilan..... 34

Bilan - Actif

BILAN-ACTIF (en MEuros)	Exercice N		Exercice N-1	
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement	0,0	0,0		
Frais de développement				
Concessions,brevets et droits similaires				
Fonds commercial	110,1	85,0	25,1	25,7
Autres immobilisations incorporelles	12,8	10,7	2,1	0,6
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	122,9	95,6	27,2	26,3
Terrains	87,8	5,5	82,3	84,0
Constructions	801,6	560,7	240,9	259,8
Installations techniques, matériel	164,2	137,0	27,2	23,6
Autres immobilisations corporelles	199,3	179,2	20,2	20,7
Immobilisations en cours	41,3		41,3	22,8
Avances et acomptes	2,1		2,1	1,8
TOTAL Immobilisations corporelles	1 296,3	882,4	414,0	412,7
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	109,8	81,0	28,8	30,8
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts	2,1		2,1	
Autres immobilisations financières	6,7		6,7	6,6
TOTAL Immobilisations financières	118,6	81,1	37,6	37,3
Total Actif Immobilisé (II)	1 537,9	1 059,1	478,8	476,3
Matières premières, approvisionnements	0,7		0,7	0,6
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	176,2	2,3	173,8	177,4
TOTAL Stock	176,8	2,3	174,5	178,0
Avances et acomptes versés sur commandes	1,3		1,3	
Clients et comptes rattachés	50,2	11,4	38,9	42,9
Autres créances	156,9	3,2	153,6	120,9
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	207,1	14,6	192,5	163,8
Valeurs mobilières de placement				
dont actions propres:				
Disponibilités	42,5		42,5	30,2
TOTAL Disponibilités	42,5		42,5	30,2
Charges constatées d'avance	6,8		6,8	9,9
Total Actif Circulant (III)	434,5	16,9	417,6	382,0
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Prime de remboursement des obligations (V)				
Ecart de conversion actif (VI)				
Total Général (I à VI)	1 972,3	1 076,0	896,3	858,2

Bilan - Passif

BILAN-PASSIF (en MEuros)		Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel	dont versé : 50 585	50,6	46,5
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...			
Ecarts de réévaluation	dont écart d'équivalence		
Réserve légale		7,0	7,0
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées	dont réserve des prov. fluctuation des cours :		
Autres réserves	dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :		
TOTAL Réserves		7,0	7,0
Report à nouveau		-109,0	-163,1
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		-47,7	-21,8
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées		72,8	80,3
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)		-26,4	-51,2
Produit des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)			
Provisions pour risques		18,5	22,4
Provisions pour charges		5,4	6,6
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)		23,9	29,1
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
	dont emprunts participatifs :	284,2	449,2
Emprunts et dettes financières divers			
TOTAL Dettes financières		284,2	449,2
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			0,1
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		218,3	226,3
Dettes fiscales et sociales		68,1	75,4
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		32,0	14,0
Autres dettes		295,5	115,3
TOTAL Dettes d'exploitation		614,0	431,0
Produits constatés d'avance		0,6	0,2
TOTAL DETTES (IV)		898,8	880,3
Ecart de conversion Passif (V)			
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)		896,3	858,2

Certifié conforme

DocuSigned by:

Philippe BROCHARD

9166FADF40AF4D6

Compte de Résultat

COMPTE DE RESULTAT (en MEuros)	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	2 820,5	37,5	2 858,0	2 806,6
Production vendue biens	2,3		2,3	0,4
Production vendue services	111,8		111,8	107,7
Chiffres d'affaires nets	2 934,6		2 972,1	2 914,7
Production stockée				
Production immobilisée			2,4	0,7
Subventions d'exploitation			2,6	2,8
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			14,4	18,8
Autres produits			10,8	17,6
Total des produits d'exploitation (I)			3 002,3	2 954,6
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			2 245,7	2 177,8
Variation de stock (marchandises)			2,2	1,9
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			4,1	8,4
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-0,1	0,3
Autres achats et charges externes			358,7	333,0
Impôts, taxes et versements assimilés			33,7	35,2
Salaires et traitements			241,9	236,6
Charges sociales			67,9	66,8
			62,3	67,4
Dotations d'exploitation				
sur immobilisations				
Dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux provisions			6,7	10,4
Pour risques et charges : dotations aux provisions			4,4	9,4
Autres charges			14,6	13,5
Total des charges d'exploitation (II)			3 042,1	2 960,7
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			-39,7	-6,1
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				0,0
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			0,1	
Produits financiers de participations			0,4	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			0,2	0,0
Autres intérêts et produits assimilés			0,5	0,2
Reprises sur provisions et transferts de charges				2,5
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			1,0	2,6
Dotations financières aux amortissements et provisions			5,9	11,6
Intérêts et charges assimilées			8,6	6,7
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			3,9	0,2
Total des charges financières (VI)			18,4	18,5
RÉSULTAT FINANCIER			-17,4	-15,8
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			-57,2	-21,9

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1,4	1,4
Produits exceptionnels sur opérations en capital	13,8	1,4
Reprises sur provisions et transferts de charges	31,6	31,8
Total des produits exceptionnels (VII)	46,8	34,6
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	3,9	2,6
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	4,7	4,7
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	21,3	21,0
Total des charges exceptionnelles (VIII)	30,0	28,3
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	16,8	6,3
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	1,6	6,2
Impôts sur les bénéfices (X)	5,8	0,0
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	3 050,1	2 991,9
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	3 097,8	3 013,7
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	-47,7	-21,8

Certifié conforme

DocuSigned by:

Philippe BROCHARD

9166FADF40AF4D6

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

AUCHAN SUPERMARCHÉ

Société par actions simplifiée

200 RUE DE LA RECHERCHE 59650 VILLENEUVE D'ASCQ

DATE DE CLOTURE : 31/12/2022

Certifié conforme

DocuSigned by:
Philippe BROCHARD
9166FADF40AF4D6

Faits caractéristiques

Les informations ci-après constituent l'annexe au Bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022 dont le total est 896,32 M€ et le résultat s'élève à -47,72 M€

L'activité principale est la distribution de produits alimentaires et non alimentaires en supermarchés via son propre réseau de magasins propre et ses franchisés.

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022
Ils sont établis en millions d'euros.

La société exploite 268 supermarchés (232 en propres et 36 franchisés).

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Evènements principaux de l'exercice

Evènements majeurs

Les faits marquants qui ont impacté les résultats de l'année 2022 sont :

- un retour à la croissance de CA
- la relance de la politique promotionnelle
- la refonte globale du projet commercial
- la bascule du supermarché de Maurepas en Franchise
- la cession des locaux de Lyon Gerland et Counord
- les cessions des fonds de commerce de Mansles, Bénouville, Mirebeau, Maurepas et Lencloître.

La société a absorbé les sociétés LBE Obernai et Auchan Bio via fusions simplifiées avec effet rétroactif au 1er janvier 2022 et a ainsi constaté un mali de fusion en charges financières pour respectivement 988K€ et 2 876K€.

Au cours de l'exercice, des opérations d'augmentation de capital de 80M€ puis de réduction de capital de 75,9M€ ont été réalisées.

L'emprunt entre ARF et Auchan Supermarché a été ajusté de manière à refléter l'endettement d'ARF auprès de groupe. A ce titre, Auchan Supermarché a remboursé l'emprunt existant d'un montant de 317M€ et 3 nouveaux prêts ont été réalisés pour un total de 281M€.

Les réductions d'impôt mécénat à échéance 31.12.2023 ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation de 5,8 M€ en raison du risque de non utilisation.

Au 31/12/2022, les capitaux propres sont devenus inférieurs à la moitié du capital social.

Impacts du conflit entre la Russie et l'Ukraine

Le conflit entre la Russie et l'Ukraine a créé des tensions sur le marché, marqué notamment par l'inflation et la hausse des prix, les pénuries et ruptures de certains produits.

Société : AUCHAN SUPERMARCHE

Date de clôture : 31/12/2022

Evènements postérieurs à la clôture

Néant

Société établissant des comptes consolidés

ELO SA
40 Avenue de Flandre
59170 CROIX
N° Siret : 476 180 625 00479

Eléments constitutifs du fonds commercial

Le fonds commercial se décompose de la manière suivante :

	Valeur brute
Droit au bail	11,8
Éléments achetés ou reçus en apport	98,3
TOTAL	110,1

Règles et méthodes comptables

Les comptes sociaux d'Auchan Supermarché SAS sont établis conformément aux règles et principes généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règl. ANC 2014-03 relatif au PCG).

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation en raison du soutien financier du groupe
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

Les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires...) et les intérêts d'emprunt sont comptabilisés directement en charges.

Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées

Du fait des opérations (apports et scissions) de l'exercice 1997, des droits de jouissance des contrats de crédit-bail ont été évalués et des droits au bail à construction reconnus en comptabilité.

Les fonds commerciaux ne bénéficient pas d'une protection juridique. Ils sont amortis linéairement sur 20 ans.

Les logiciels informatiques acquis et les logiciels développés en interne sont immobilisés et amortis sur leur durée d'utilité estimée à trois ans. Par exception, sont amortis sur cinq ans les logiciels type ERP, très structurants pour le métier et dont l'architecture fonctionnelle et technique a une durée probable d'utilité plus longue.

La méthode d'amortissement utilisée est la méthode de l'amortissement linéaire.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

Les autres frais d'acquisition (droits de mutation...) et les intérêts d'emprunt sont comptabilisés directement en charges.

En application de l'approche par composants, l'entreprise utilise des durées d'amortissement différenciées pour chacun des composants significatifs d'un même actif immobilisé dès lors que l'un de ces composants a une durée d'utilisation différente de l'immobilisation principale à laquelle il se rapporte.

Les coûts d'entretien et de réparation sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les

dépenses ultérieures relatives au remplacement ou au renouvellement d'un composant sont comptabilisées comme un actif distinct venant en remplacement de l'actif renouvelé.

L'amortissement est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. À ce titre, le mode linéaire est en général retenu sur les durées suivantes :

Constructions	6 ans 2/3 à 30 ans
Agencements et aménagements	4 à 30 ans
Installations techniques, matériels et outillages	2 à 8 ans
Autres immobilisations	2 à 5 ans

En complément, un amortissement dérogatoire, classé au bilan en provisions réglementées, est constaté lorsque les durées d'amortissement fiscalement admises sont inférieures aux durées d'utilisation comptables ou par application de la méthode de la méthode de l'amortissement dégressif.

Les terrains et les immobilisations en cours ne sont pas amortis.

Dépréciations des immobilisations corporelles & incorporelles

Lorsqu'une immobilisation est destinée à être vendue, ou lorsqu'elle n'a plus de potentiel, elle est testée à son seul niveau. Dans ce cas, lorsque sa valeur nette comptable est significativement supérieure à sa valeur actuelle estimée sur la base de la valeur vénale par référence aux prix de marché, la valeur nette comptable de l'immobilisation est immédiatement dépréciée pour la ramener à sa valeur actuelle.

Dans les autres cas, les immobilisations corporelles et incorporelles sont regroupées pour être testées. Le groupe d'actifs au niveau duquel est réalisé le test de dépréciation est déterminé en fonction du mode de gestion et de suivi des activités de l'entreprise, à savoir au niveau de chaque secteur d'activité.

Les plus petits groupes d'actifs identifiés par la société, générant des flux de trésoreries sont les magasins.

Les groupes d'actifs auxquels est affecté un fonds commercial non amorti sont testés au moins une fois par an. Les autres groupes d'actifs ne sont testés que s'il existe un indice de perte de valeur à la clôture.

Lorsque la valeur actuelle du groupe d'actifs est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est constatée.

La reprise éventuelle de la dépréciation est examinée à chaque date de clôture.

Pour les groupes d'actifs destinés à être conservés et utilisés, la valeur actuelle est le plus souvent déterminée sur la base de la valeur d'usage, celle-ci correspondant à la valeur des avantages économiques futurs attendus de son utilisation et de sa sortie. Elle est égale :

- à la somme des flux de trésorerie futurs actualisés déterminés dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la direction
- à laquelle s'ajoute une valeur terminale calculée par application d'un taux de croissance attendu des activités considérées à un flux normatif égal à la dernière année de la période d'extrapolation.

Le taux d'actualisation reflète les risques spécifiques à l'actif. Il ne reflète pas les risques et avantages déjà pris en compte dans les estimations de flux de trésorerie.

Lorsque la valeur d'usage est inférieure à la valeur nette comptable la valeur actuelle est déterminée sur la base de la valeur vénale, celle-ci est appréciée par référence aux prix de marché.

Participations et autres titres immobilisés

Titres de participations et créances rattachées : Les titres de participation sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, y compris les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires...). Les frais d'acquisition font l'objet d'un amortissement dérogatoire sur 5 ans. A toute autre date que leur date d'entrée, les titres de participation sont évalués à leur valeur d'utilité, laquelle est déterminée par référence à la quote-part des capitaux propres détenue, à l'actif net comptable corrigé, à sa valeur de rendement et aux perspectives de rentabilité.

Lorsque la valeur d'inventaire d'une participation est inférieure à sa valeur d'utilité, une provision pour dépréciation est constituée.

Autres immobilisations financières : Figurent essentiellement dans ce poste les dépôts et cautionnement versés lors de la signature des baux des locaux loués pour les magasins.

Valeurs mobilières de placement

Néant

Stocks

Le coût de revient des stocks de marchandises correspond au dernier prix d'achat, y compris les conditions obtenues à l'achat de la part des fournisseurs (ristournes et coopération commerciales) majoré des frais accessoires, méthode adaptée à la rotation rapide des stocks et qui ne génère pas d'écart significatif avec la méthode du coût unitaire moyen pondéré (CUMP).

Les frais accessoires incluent les frais de manutention et de stockage en entrepôts directement imputables à l'acquisition des produits ainsi que les frais de transport jusqu'à l'entrée des produits dans les magasins.

Les stocks sont dépréciés si leur valeur probable de réalisation est inférieure à leur coût de revient.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte d'un risque d'impayé auquel elles sont susceptibles de donner lieu.

Le risque d'impayés est apprécié individuellement pour les clients les plus importants (activité ventes en gros). Les créances des autres clients font l'objet d'une dépréciation estimée selon une approche statistique prenant en compte l'ancienneté des créances et un taux de non-recouvrement historique.

Les créances exprimées en devises sont valorisées sur la base du taux de change en vigueur à la clôture.

Disponibilités

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banque et en caisse ainsi que les bons qui sont, dès leur souscription, remboursables à tout moment.

Les disponibilités sont évaluées à leur valeur nominale.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan représentent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant les modalités énoncées ci-avant.

La contrepartie des provisions réglementées est comptabilisée en charges exceptionnelles, au poste "Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions".

Opérations en devises

Néant

Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est comptabilisée lorsque la société a une obligation juridique ou implicite à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière suffisamment fiable et dont il est probable que l'extinction se traduira par une sortie de ressources.

Engagements de retraite et autres avantages au personnel à long terme

Les engagements sont évalués en application de la recommandation ANC n°2013-02 selon la méthode 2 conforme à IAS19 révisée.

Le seul engagement de retraite supporté par l'entreprise est constitué par les indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel, la législation prévoyant que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite.

Le régime d'indemnités de fin de carrière est partiellement financé par le versement de primes à des compagnies d'assurance.

Les principales hypothèses actuarielles retenues dans l'évaluation de l'engagement IFC sont :

- Taux d'actualisation : 3,75%
- Augmentation annuelle des salaires : entre 2,60% et 3,90% selon la catégorie professionnelle
 - Cadres 3,60%
 - Maîtrises / Techniciens 3,90%
 - Ouvriers / Employés 2,60%
- Taux de rotation du personnel : par tranche d'âge
- Initiative du départ : Salarié
- Table de mortalité : Table INSEE 2014-2016
 - TF 00-02 avec décalage d'âge pour les femmes
 - TH 00-02 avec décalage d'âge pour les hommes
- Age de départ en retraite :

Cadres	Taux plein CNAV âge début carrière 22 ans
Maîtrises / Techniciens	Taux plein CNAV âge début carrière 20 ans
Ouvriers / Employés	Taux plein CNAV âge début carrière 20 ans

Non comptabilisés, ils sont présentés en tant qu'engagements hors bilan.

Pour rappel, voici les informations de l'exercice 2021 :

Valeur actuelle de l'engagement	23 904 K€
Juste valeur des actifs du régime	9 758 K€
Passif / (actif) net	14 146 K€

Provisions pour litiges

Les provisions sont comptabilisées lorsqu'à la date de clôture, il existe une obligation actuelle d'ordre légal, réglementaire ou contractuel, voire implicite qui résulte d'un fait générateur passé dont le montant peut être estimé de manière fiable et dont il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend principalement les ventes de marchandises et les ventes de services aux clients ainsi que les prestations fournisseurs.

Subvention d'investissement à caractère commercial

Une subvention d'investissement à caractère commercial est versée par Auchan Supermarché afin de participer aux coûts engagés par le franchisé dans le cadre de la mise au concept du magasin. Cette charge est versée au plus tard à l'ouverture du magasin et elle est étalée sur toute la durée du contrat par l'utilisation d'une charge constatée d'avance.

Notion de résultat courant et de résultat exceptionnel

Tous les éléments exceptionnels par leur fréquence et leur montant, se rattachant aux activités ordinaires, sont comptabilisés en résultat exceptionnel.

Impôt sur les bénéfices

La société est intégrée fiscalement. La société mère ELO S.A., en tant que seule redevable de l'impôt, comptabilise la dette d'impôt vis-à-vis du Trésor Public. Les filiales membres de l'intégration fiscale déterminent et comptabilisent leur charge d'impôt comme si elles étaient imposées séparément, et inscrivent en compte courant leur dette d'impôt envers la société mère. Les économies d'impôt provenant des sociétés déficitaires sont constatées en résultat par la société tête de groupe de l'intégration fiscale, ELO S.A..

NOTES SUR LE BILAN

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
			Réévaluation	Acqu. et apports
	Frais d'établissement et de développement (I)	0,0		
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	130,9		1,9
	Terrains	89,4		-0,0
Constructions	Sur sol propre	334,0		3,4
	Sur sol d'autrui	65,5		0,6
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	390,5		20,3
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	166,6		16,3
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	154,7		0,7
	Matériel de transport	0,0		0,0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	47,9		10,2
	Emballages récupérables et divers	0,0		0,0
	Immobilisations corporelles en cours	22,8		41,3
	Avances et acomptes	1,8		2,1
	TOTAL (III)	1 273,1		94,9
	Participations évaluées par mise en équivalence			0,0
	Autres participations	105,9		3,9
	Autres titres immobilisés	0,0		0,0
	Prêts et autres immobilisations financières	6,6		2,2
	TOTAL (IV)	112,5		6,1
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	1 516,5		102,8

Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
	Frais d'établissement et de développement (I)			0,0	
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		9,9	122,9	
	Terrains		1,6	87,8	
Constructions	Sur sol propre		6,3	331,1	
	Sur sol d'autrui		0,9	65,2	
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions		5,5	405,3	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		18,6	164,2	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers		1,2	154,2	
	Matériel de transport		0,0	0,0	
	Matériel de bureau et mobilier informatique		13,0	45,1	
	Emballages récupérables et divers		0,0	0,0	
	Immobilisations corporelles en cours		22,8	41,3	
	Avances et acomptes		1,8	2,1	
	TOTAL (III)		71,6	1 296,3	
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations			109,8	
	Autres titres immobilisés			0,0	
	Prêts et autres immobilisations financières			8,8	
	TOTAL (IV)			118,6	
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		81,5	1 537,9	

Les autres participations ont augmenté de 3,9M€ au titre de l'augmentation de capital pour Auvico.

Les autres participations ont en contrepartie diminué suite à la fusion de LBE Obernai et Auchan Bio dans Auchan Supermarché.

Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (I)		0,0			0,0
Fonds commercial		75 343		189	75,2
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		27,2	1,1	9,0	19,4
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)		102,6	1,1	9,1	94,6
Terrains					0,0
Constructions	Sur sol propre	189,2	10,0	5,1	194,0
	Sur sol d'autrui	37,9	2,1	0,7	39,3
	Installations générales, agencements	291,1	28,1	4,7	314,5
Installations techniques, matériels et outillages		142,1	12,4	18,5	136,0
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers	138,1	6,2	1,2	143,1
	Matériel de transport	0,0			0,0
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	42,0	5,1	12,8	34,2
	Emballages récupérables et divers				0
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)		840,3	64,0	43,0	861,2
TOTAL GENERAL (I + II)		942,9	65,1	52,2	955,8

Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	Différentiel de durée	DOTATIONS		Différentiel de durée	REPRISES		Fin de l'exercice
		Mode dégressif	Amort fiscal exception-nel		Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab							
Fonds comm.							
Autres	0,0						0,0
INCORPO.	0,0						
Terrains							
Constructions :							
sol propre	4,2			2,5	0,0		1,6
sol autrui	1,2	0,2		2,4	3,7		-4,7
install.	0,8			0,5	0,0		0,3
Autres immobilisations :							
Inst. techn.	0,8	0,3		4,6	1,1		-4,6
Inst gén.	0,5	0,0		0,6	1,2		-1,3
M.Transport							
Mat bureau.	0,0	0,1		0,3	0,2	0,0	-0,4
Emball.				0,0			-0,0
CORPO.	7,4	0,6		10,9	6,2		-9,3
Acquis. de titres							
TOTAL		0,6		10,9	6,2		-9,2

Cadre C		Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à évaluer					
Primes de remboursement des obligations					

Liste des filiales et participations

Filiales et participations	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectations des résultats	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis non encore remboursés	Montant des cautionnements et autres dettes par la société	Chiffre d'affaires hors taxe du dernier exercice étudié	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice
				Brute	Nette					
A. Renseignements détaillés(1)										
Filiales (+ de 50% du capital détenu par la société)				109 361 703	28 328 446					
AMV DISTRIBUTION	659 632	2 724 828	100%	11 629 640	0			22 264 513	-1 723 608	0
AUVICO	265 833	-536 314	100%	7 128 306	0			906 280	-527 416	0
CACHAN DISTRIBUTION	38 043	-1 001 827	99,70%	6 404 543	667 406			280 191	174 811	0
CHOLDIS	40 000	-2 766 496	100%	3 229 781	0			0	-164 292	0
DISANTO	45 600	6 190 366	96,42%	3 646 587	3 646 587			29 074 551	879 800	0
ESPERA	50 000	-6 893 298	100%	750 000	0			0	2 326 918	0
FREMARC	974 464	-5 122 362	99,93%	31 887 158	15 658 161			71 124 456	742 807	0
PAREA	6 040 860	10 528 711	100%	8 356 292	8 356 292			482 728 860	6 319 718	0
SAFIPAR	4 891 500	-5 978 302	100%	36 271 195	0			77 736 079	-4 487 357	0
ZANI	50 000	-225 685	100%	50 000	0			0	-3 186	0
TULIMO	1 000	-63 950	100%	8 200	0			0	-2 288	0
Participations (10 à 50% du capital) - à détailler										
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations non reprises au A.										
Filiales françaises (ensemble)										
Filiales étrangères (ensemble)										
(2)										
Participations dans des sociétés françaises										
Participation dans des sociétés étrangères										
TOTAL										
(1) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).										
(2) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.										

Etat des échéances des créances et des dettes

Cadre A		Etat des créances		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an	
Créances rattachées à des participations							
Prêts				2,1	2,1		
Autres immos financières				6,7	6,7		
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE				8,8	8,8		
Clients douteux ou litigieux				11,5	11,5		
Autres créances clients				38,7	38,7		
Créances représentatives de titres prêtés							
Personnel et comptes rattachés				0,7	0,7		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				0,6	0,6		
Etat et autres collectivités	Impôts sur les bénéfices						
	Taxe sur la valeur ajoutée		22,5	22,5			
	Autres impôts		0,3	0,3			
	Etat - divers		1,5	1,5			
Groupes et associés				40,4	40,4		
Débiteurs divers				90,8	90,8		
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT				207,1	207,1		
Charges constatées d'avance				6,8	6,8		
TOTAL DES CREANCES				222,6	222,6		
Prêts accordés en cours d'exercice							
Remboursements obtenus en cours d'exercice							
Prêts et avances consentis aux associés							
Cadre B		Etat des dettes		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles							
Autres emprunts obligataires							
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine							
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine							
Emprunts et dettes financières divers				284,2	3,2	281,0	
Fournisseurs et comptes rattachés				218,3	218,3		
Personnel et comptes rattachés				23,9	23,9		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				20,2	20,2		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices						
	Taxe sur la valeur ajoutée		6,6	6,6			
	Obligations cautionnées						
	Autres impôts		17,4	17,4			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				32,0	32,0		
Groupes et associés				275,8	275,8		
Autres dettes				19,7	19,7		
Dette représentative de titres empruntés							
Produits constatés d'avance				0,6	0,6		
TOTAL DES DETTES				898,8	617,8	281,0	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				281,0	Emprunts auprès des associés personnes physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice				447,0			

La ligne Emprunts et dettes financières enregistre la dette structurelle souscrite auprès d'Auchan Retail France.

Etat des Capitaux Propres

Nombre et valeur nominale des composants du capital social

	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2022	Valeur nominale
Actions ordinaires	18 585 390	32 000 000		50 585 390	1,00
Total	18 585 390	32 000 000		50 585 390	

Variation des capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	46,5	80,0	75,9				50,6
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	0						0
Ecart de réévaluation	0						0
Réserve légale	7,0						7,0
Réserves statutaires ou contractuelles	0						0
Réserves réglementées	0						0
Autres réserves	0						0
Report à nouveau	-163,1	75,9			-21,8		-109,0
Résultat de l'exercice	-21,8	-47,7			21,8		-47,7
Subventions d'investissement	0						0
Provisions réglementées	80,3	9,7	17,2				72,8
TOTAL CAPITAUX PROPRES	-51,2	117,9	93,1				-26,4

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	Exploitation	Financier	Exceptionnel
CCA CATALOGUE Printemps été	3,5		
CHARGES PUBLICITE CONST.D'AVANCE	0,2		
CHARGES LOCATIVES CONSTATEES D'AVANCE	3,1		
TOTAL	6,8		

Produits constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
LOYER-DROIT D'ENTREE PERCU D'AVANCE	0,4		
PRODUITS FINANC.CONSTATES D'AVANCE		0,2	
TOTAL	0,4	0,2	

Charges à payer

Charges à payer	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	282,4
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	123,9
Dettes fiscales et sociales	33,4
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	31,1
Autres dettes	1,0
Total	471,8

Produits à recevoir

	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	1,3
Personnel et comptes rattachés	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	
Etat et autres collectivités publiques	
Autres créances	7,9
Disponibilités	
Total	9,2

Provisions inscrites au Bilan

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	80,3	9,7	17,2	72,8
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)	80,3	9,7	17,2	72,8
Provisions pour litige	6,0	4,3	3,1	7,2
Provisions pour garanties				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités	1,5	0,0	1,5	0,0
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions	2,0	0,0	2,0	0,0
Provisions pour impôts	0,1	0,0	0,0	0,0
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	19,5	10,1	12,9	16,7
TOTAL (II)	29,1	14,4	19,6	23,9
Provisions sur immos incorporelles	2,0		0,9	1,1
Provisions sur immos corporelles	20,2	3,9	2,8	21,2
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participations	75,2	5,9	0,1	81,0
Provisions sur autres immos financières	0,0			0,0
Provisions sur stocks	1,0	2,3	1,0	2,3
Provisions sur comptes clients	12,7	3,4	4,8	11,4
Autres provisions pour dépréciations	3,0	1,0	0,8	3,2
TOTAL (III)	114,1	16,5	10,4	120,2
TOTAL GENERAL (I + II + III)	223,4	40,6	47,1	217,0
Dont dotations et reprises d'exploitation		11,2	10,8	
Dont dotations et reprises financières		5,9		
Dont dotations et reprises exceptionnelles		21,3	31,6	
dépréciations des titres mis en équivalence				

Les provisions pour litiges comprennent :

- des provisions pour litiges avec le personnel pour 2,5 M€
- des provisions pour litiges avec les fournisseurs pour 3,7 M€
- des provisions pour litiges divers pour 1 M€

Les autres provisions pour risques et charges comprennent :

- la provision primes de progrès et le forfait social pour 3,4 M€
- la provision médailles du travail pour 1,2 M€
- la provision pour situation nette négative d'Auvico (0,4 M€), d'AMV Distribution (3 M€), d'Espéra (4,5 M€), de Safipar (2,9M€), de Tulimo et Zani (0,2M€).

Ventilation des reprises de provisions en utilisées et non utilisées :

Nature	Reprises utilisées	Reprises non utilisées
Provisions pour litige	0,7	2,4
Provisions pour amendes et pénalités	1,5	
Autres provisions pour risques et charges	13,6	

Ventilation du Chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises	2 858,0	2 806,6	2%
Production vendue biens	2,3	0,4	-100%
Production vendue services	111,8	107,7	4%
Répartition par marché géographique			
Chiffres d'affaires nets-France	2 934,6	2 886,3	2%
Chiffres d'affaires nets-Export	37,5	28,5	32%
Chiffres d'affaires nets	2 972,1	2 914,8	2%

Le chiffre d'affaires a été réalisé principalement en France dans le secteur des supermarchés.

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Analyse du Résultat d'Exploitation

Le Résultat d'Exploitation à la clôture s'élève à	-39,7 M€
A la clôture précédente, il s'élevait à	-6,1 M€

Analyse du Résultat Financier

Le Résultat Financier à la clôture s'élève à -17,4 M€

A la clôture précédente, il s'élevait à -15,8 M€

Il se décompose principalement et comparativement comme suit :

Nature des indications	Exercice N	Exercice N-1
a) Produits financiers de participations	0,4	0,0
b) Autres intérêts et produits assimilés	0,5	0,2
c) Reprises sur provisions et transferts de charges	0,0	2,5
d) Autres produits financiers	0,2	0,0
e) Dotations financières aux amortissements et provisions	-5,9	-11,6
f) Intérêts et charges assimilées	-8,6	-6,7
g) Autres charges financières	-3,9	-0,2
h) Résultat sur différences de change	0,0	0,0
Résultat Financier	-17,4	-15,8

f) Les charges financières comprennent principalement les frais financiers sur le prêt Auchan Retail International pour 0,5 M€, sur le prêt Auchan Retail France pour 7,3 M€, les malis de fusion de LBE Obernai et Auchan Bio pour 3,9 M€ et les frais financiers sur comptes courants pour 0,8 M€.

Analyse du Résultat Exceptionnel

16,8 M€

Il se décompose principalement comme suit :

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Amortissements dérogatoires	9,7	17,2
Cession des immobilisations	4,7	13,8
Dépréciation des sites	6,7	3,8
Pénalités et amendes	0,3	
Rappel d'impôts	2,1	
Charges exceptionnelles diverses	1,6	
Reprises plus value de fusion		0,0
Reprises provisions pour contrôles fiscaux		1,6
Provisions situations nettes négatives	4,8	8,8
Produits exceptionnels divers		1,6
TOTAL	30,0	46,8

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Eu égard au caractère confidentiel de cette information, les rémunérations ne sont pas divulguées.

Effectifs

Effectif	Effectif moyen salarié	
	N	N-1
Cadres	299	299
Agents de maîtrise	719	700
Employés et techniciens	7981	8356
Autres	1536	
TOTAL	10535	9355

L'effectif moyen du personnel est de : 10 535

Impôt sur les bénéfices

Impôts	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat après impôt
Résultat courant	-57,2	0,0	-57,2
Résultat exceptionnel	16,8	-0,0	16,8
Crédit d'impôt Mécénat		5,8	-5,8
IS sur résultats antérieurs			
Contribution sociale			
Contribution exceptionnelle			
TOTAL	-40,4	5,8	-46,2

Le taux d'imposition s'élève à 25%.

La contribution sociale est de 3,3%.

Fiscalité différée

<i>Libellé</i>	<i>31/12/2022</i>	<i>31/12/2021</i>
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt		
Provisions réglementées	72,8	80,3
Subventions d'investissement	0,0	0,0
Ecart d'évaluation négatif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Actif	0,0	0,0
Autres charges déduites d'avance		
Plus values à long terme en sursis d'imposition		
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt	72,8	80,3
Total passif d'impôt futur	18,8	22,8
Bases d'allègement de la dette future d'impôt		
Amortissements des logiciels		
Pertes potentielles sur contrat à long terme		
Provisions pour retraites et obligations similaires	1,3	0,0
Autres risques et charges provisionnés	5,9	11,6
Charges à payer	13,9	17,5
Ecart d'évaluation positif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Passif	0,0	0,0
Autres produits taxés d'avance		
Déficits reportables fiscalement		0,0
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt	21,1	29,1
Total actif d'impôt futur	5,5	8,3
Situation nette	13,4	14,5

(1) Taux d'impôt :	25,83%	28,41%
Dont taux normal d'impôt sur les sociétés :	25,00%	27,50%
Contribution sociale sur l'impôt :	3,30%	3,30%
Contribution exceptionnelle sur l'impôt :	0,00%	0,00%

NOTES COMPLEMENTAIRES

Engagements hors bilan

Catégorie d'engagement	Total	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Engagements donnés (à détailler)				
Indemnités de retraite (IDR)	20,99			20,99
Abandons de créances avec clause de retour à meilleure fortune				
- SMJ (franchisé)	1,1	1,1		
- SMR (franchisé)	0,1	0,1		
- SMD (franchisé)	0,5	0,5		
Options sur terrains et immeubles				
- Vinci Immobilier	0,3	0,3		
- Les Constructeurs Réunis	1,1	1,1		
- Lea	1	1		
A.Total engagements liés à l'exploitation	25,09	4,1		20,99
B.Total engagements liés au financement	0			
C. Total autres engagements donnés	0			
I. Total engagements donnés (A+B+C)	25,09	4,1		20,99
Engagements reçus (à détailler)				
Dettes garanties par des cautions	7,9	7,9		
II. Total engagements reçus	7,9	7,9		
Engagements réciproques (à détailler)				
III. Total engagements réciproques	0			

AUCHAN SUPERMARCHÉ
Société par Actions Simplifiée à capital variable
200 Rue de la Recherche 59650 VILLENEUVE D'ASCQ
410 409 015 RCS Lille Métropole
La « Société »

EXTRAIT DE L'ACTE

CONSTATANT LES DÉCISIONS UNANIMES DES ASSOCIÉS

DU 31 MAI 2023

(...)

DEUXIEME DECISION

Les Associés, sur proposition du Président, et à l'unanimité :

décident d'affecter la perte nette comptable de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, soit (47 719 039,56) euros, dans son intégralité au compte « report à nouveau », dont le solde serait ainsi porté de (109 010 666,43) euros à (156 729 705,99) euros;

prennent acte qu'aucun dividende n'a été mis en distribution au titre des trois derniers exercices clos.

(...)

CERTIFIE CONFORME

DocuSigned by:

Brochard Philippe

9166FADF40AF4D6

Auchan Supermarché S.A.S.

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2022)

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

KPMG S.A.
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
92066 Paris La Défense Cedex

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2022)

A la collectivité des associés de la société Auchan Supermarché S.A.S.

Auchan Supermarché S.A.S.
200 RUE DE LA RECHERCHE
59009 VILLENEUVE D'ASCQ

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision collective des associés, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Auchan Supermarché S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Provisions pour risques et charges

Votre société constitue des provisions pour couvrir les obligations juridiques ou implicites à l'égard des tiers dont les modalités de détermination sont décrites dans la note « Provisions pour risques et charges » en page 14 de l'annexe.

Dans le cadre de nos travaux, afin de pouvoir corroborer le montant des provisions inscrites au passif du bilan, nous avons mis en œuvre des diligences consistant à circulariser les conseils juridiques et avocats de votre société, à examiner les assignations formulées par les tiers et à mener des entretiens avec la direction et les responsables juridiques de la société. Nous nous sommes également assurés de la pertinence de l'approche mise en œuvre par la société au regard des éléments disponibles.

Dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et les immobilisations corporelles, dont les montants nets d'amortissements et de dépréciations au 31 décembre 2022 s'établissent respectivement à 27,2 millions d'euros et 414,0 millions d'euros, sont évaluées à leur coût d'acquisition et testées sur la base de leur valeur actuelle selon les modalités décrites dans la note « Dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles » en page 12 de l'annexe.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs actuelles, notamment à revoir les perspectives de rentabilité des unités génératrices de trésorerie auxquelles ces immobilisations sont associées, à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles issues des plans stratégiques établis sous le contrôle de la direction générale.

Evaluation des titres de participation

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2022 s'établit à 28,8 millions d'euros, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note « Participations et autres titres immobilisés » en page 13 de l'annexe.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs d'utilité, notamment à revoir l'actualisation des perspectives de rentabilité des activités concernées et de réalisation des objectifs, et à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles issues des plans stratégiques établis par chacune de ces activités sous le contrôle de la direction générale.

Evaluation des coopérations commerciales et ristournes

Comme indiqué dans la note « Chiffre d'affaires » en page 15 de l'annexe, la société comptabilise en chiffre d'affaires les prestations fournisseurs ou coopérations commerciales.

Nos travaux ont notamment consisté à tester, sur la base d'échantillons, les données contribuant à la détermination des ristournes et coopérations commerciales, l'exactitude des termes et conditions avec les accords contractuels, les montants de marchandises achetées avec les données d'achat de la société, le correct calcul des ristournes et coopérations commerciales, et à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

KPMG S.A.
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
92066 Paris La Défense Cedex

-
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 30 mai 2023

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



François JAUMAIN

KPMG S.A.



Alphonse DELAROCHE

COMPTES ANNUELS

(établis en millions d'euros)

AUCHAN SUPERMARCHÉ

Société par actions simplifiée

200 RUE DE LA RECHERCHE 59650 VILLENEUVE D'ASCQ

DATE DE CLÔTURE : 31/12/2022

Sommaire

Page de garde.....	1
Bilan - Actif.....	4
Bilan - Passif.....	5
Compte de Résultat.....	6
Compte de Résultat (suite).....	7
ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS.....	8
Faits caractéristiques.....	9
Règles et méthodes comptables.....	11
Immobilisations incorporelles.....	11
Immobilisations corporelles.....	11
Dépréciations des immobilisations corporelles & incorporelles.....	12
Participations et autres titres immobilisés.....	13
Valeurs mobilières de placement	13
Stocks.....	13
Créances et dettes.....	13
Disponibilités.....	13
Provisions règlementées.....	14
Opérations en devises.....	14
Provisions pour risques et charges.....	14
Engagements de retraite et autres avantages au personnel à long terme.....	14
Provisions pour litiges.....	15
Chiffre d'affaires.....	15
Subvention d'investissement à caractère commercial.....	15
Notion de résultat courant et de résultat exceptionnel.....	15
Impôt sur les bénéfices.....	15
Immobilisations.....	16
Amortissements.....	18
Liste des filiales et participations.....	19
Etat des échéances des créances et des dettes.....	20
Etat des Capitaux Propres.....	22
Charges constatées d'avance.....	23
Produits constatés d'avance.....	24
Charges à payer.....	25
Produits à recevoir.....	25
Provisions inscrites au Bilan.....	26
Ventilation du Chiffre d'affaires.....	28
NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT.....	29
Analyse du Résultat d'Exploitation.....	29
Analyse du Résultat Financier.....	30
Analyse du Résultat Exceptionnel.....	31
Rémunérations allouées aux membres des organes de direction.....	32
Effectifs.....	32
Impôt sur les bénéfices.....	32
Fiscalité différée.....	33
NOTES COMPLEMENTAIRES.....	34

Engagements hors bilan..... 34

Bilan - Actif

BILAN-ACTIF (en MEuros)	Exercice N		Exercice N-1	
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement	0,0	0,0		
Frais de développement				
Concessions,brevets et droits similaires				
Fonds commercial	110,1	85,0	25,1	25,7
Autres immobilisations incorporelles	12,8	10,7	2,1	0,6
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	122,9	95,6	27,2	26,3
Terrains	87,8	5,5	82,3	84,0
Constructions	801,6	560,7	240,9	259,8
Installations techniques, matériel	164,2	137,0	27,2	23,6
Autres immobilisations corporelles	199,3	179,2	20,2	20,7
Immobilisations en cours	41,3		41,3	22,8
Avances et acomptes	2,1		2,1	1,8
TOTAL immobilisations corporelles	1 296,3	882,4	414,0	412,7
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	109,8	81,0	28,8	30,8
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts	2,1		2,1	
Autres immobilisations financières	6,7		6,7	6,6
TOTAL immobilisations financières	118,6	81,1	37,6	37,3
Total Actif Immobilisé (II)	1 537,9	1 059,1	478,8	476,3
Matières premières, approvisionnements	0,7		0,7	0,6
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	176,2	2,3	173,8	177,4
TOTAL Stock	176,8	2,3	174,5	178,0
Avances et acomptes versés sur commandes	1,3		1,3	
Clients et comptes rattachés	50,2	11,4	38,9	42,9
Autres créances	156,9	3,2	153,6	120,9
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	207,1	14,6	192,5	163,8
Valeurs mobilières de placement				
dont actions propres:				
Disponibilités	42,5		42,5	30,2
TOTAL Disponibilités	42,5		42,5	30,2
Charges constatées d'avance	6,8		6,8	9,9
Total Actif Circulant (III)	434,5	16,9	417,6	382,0
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Prime de remboursement des obligations (V)				
Ecarts de conversion actif (VI)				
Total Général (I à VI)	1 972,3	1 076,0	896,3	858,2

Bilan - Passif

BILAN-PASSIF (en MEuros)		Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel	dont versé : 50 585	50,6	46,5
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...			
Ecart de réévaluation	dont écart d'équivalence		
Réserve légale		7,0	7,0
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées	dont réserve des prov. fluctuation des cours :		
Autres réserves	dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :		
TOTAL Réserves		7,0	7,0
Report à nouveau		-109,0	-163,1
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		-47,7	-21,8
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées		72,8	80,3
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)		-26,4	-51,2
Produit des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)			
Provisions pour risques		18,5	22,4
Provisions pour charges		5,4	6,6
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)		23,9	29,1
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers	dont emprunts participatifs :	284,2	449,2
TOTAL Dettes financières		284,2	449,2
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			0,1
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		218,3	226,3
Dettes fiscales et sociales		68,1	75,4
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		32,0	14,0
Autres dettes		295,5	115,3
TOTAL Dettes d'exploitation		614,0	431,0
Produits constatés d'avance		0,6	0,2
TOTAL DETTES (IV)		898,8	880,3
Ecart de conversion Passif (V)			
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)		896,3	858,2

Compte de Résultat

COMPTE DE RESULTAT (en MEuros)	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	2 820,5	37,5	2 858,0	2 806,6
Production vendue biens	2,3		2,3	0,4
Production vendue services	111,8		111,8	107,7
Chiffres d'affaires nets	2 934,6		2 972,1	2 914,7
Production stockée				
Production immobilisée			2,4	0,7
Subventions d'exploitation			2,6	2,8
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			14,4	18,8
Autres produits			10,8	17,6
Total des produits d'exploitation (I)			3 002,3	2 954,6
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			2 245,7	2 177,8
Variation de stock (marchandises)			2,2	1,9
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			4,1	8,4
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-0,1	0,3
Autres achats et charges externes			358,7	333,0
Impôts, taxes et versements assimilés			33,7	35,2
Salaires et traitements			241,9	236,6
Charges sociales			67,9	66,8
			62,3	67,4
Dotations d'exploitation				
sur immobilisations				
Dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux provisions			6,7	10,4
Pour risques et charges : dotations aux provisions			4,4	9,4
Autres charges			14,6	13,5
Total des charges d'exploitation (II)			3 042,1	2 960,7
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			-39,7	-6,1
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				0,0
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			0,1	
Produits financiers de participations			0,4	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			0,2	0,0
Autres intérêts et produits assimilés			0,5	0,2
Reprises sur provisions et transferts de charges				2,5
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			1,0	2,6
Dotations financières aux amortissements et provisions			5,9	11,6
Intérêts et charges assimilées			8,6	6,7
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			3,9	0,2
Total des charges financières (VI)			18,4	18,5
RÉSULTAT FINANCIER			-17,4	-15,8
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			-57,2	-21,9

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1,4	1,4
Produits exceptionnels sur opérations en capital	13,8	1,4
Reprises sur provisions et transferts de charges	31,6	31,8
Total des produits exceptionnels (VII)	46,8	34,6
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	3,9	2,6
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	4,7	4,7
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	21,3	21,0
Total des charges exceptionnelles (VIII)	30,0	28,3
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	16,8	6,3
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	1,6	6,2
Impôts sur les bénéfices (X)	5,8	0,0
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	3 050,1	2 991,9
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	3 097,8	3 013,7
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	-47,7	-21,8

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

AUCHAN SUPERMARCHÉ

Société par actions simplifiée

200 RUE DE LA RECHERCHE 59650 VILLENEUVE D'ASCQ

DATE DE CLOTURE : 31/12/2022

Faits caractéristiques

Les informations ci-après constituent l'annexe au Bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022 dont le total est 896,32 M€ et le résultat s'élève à -47,72 M€

L'activité principale est la distribution de produits alimentaires et non alimentaires en supermarchés via son propre réseau de magasins propre et ses franchisés.

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022
Ils sont établis en millions d'euros.

La société exploite 268 supermarchés (232 en propres et 36 franchisés).

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Evènements principaux de l'exercice

Evènements majeurs

Les faits marquants qui ont impacté les résultats de l'année 2022 sont :

- un retour à la croissance de CA
- la relance de la politique promotionnelle
- la refonte globale du projet commercial
- la bascule du supermarché de Maurepas en Franchise
- la cession des locaux de Lyon Gerland et Counord
- les cessions des fonds de commerce de Mansles, Bénouville, Mirebeau, Maurepas et Lencloître.

La société a absorbé les sociétés LBE Obernai et Auchan Bio via fusions simplifiées avec effet rétroactif au 1er janvier 2022 et a ainsi constaté un mali de fusion en charges financières pour respectivement 988K€ et 2 876K€.

Au cours de l'exercice, des opérations d'augmentation de capital de 80M€ puis de réduction de capital de 75,9M€ ont été réalisées.

L'emprunt entre ARF et Auchan Supermarché a été ajusté de manière à refléter l'endettement d'ARF auprès de groupe. A ce titre, Auchan Supermarché a remboursé l'emprunt existant d'un montant de 317M€ et 3 nouveaux prêts ont été réalisés pour un total de 281M€.

Les réductions d'impôt mécénat à échéance 31.12.2023 ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation de 5,8 M€ en raison du risque de non utilisation.

Au 31/12/2022, les capitaux propres sont devenus inférieurs à la moitié du capital social.

Impacts du conflit entre la Russie et l'Ukraine

Le conflit entre la Russie et l'Ukraine a créé des tensions sur le marché, marqué notamment par l'inflation et la hausse des prix, les pénuries et ruptures de certains produits.

Evènements postérieurs à la clôture

Néant

Société établissant des comptes consolidés

ELO SA
40 Avenue de Flandre
59170 CROIX
N° Siret : 476 180 625 00479

Eléments constitutifs du fonds commercial

Le fonds commercial se décompose de la manière suivante :

	Valeur brute
Droit au bail	11,8
Éléments achetés ou reçus en apport	98,3
TOTAL	110,1

Règles et méthodes comptables

Les comptes sociaux d'Auchan Supermarché SAS sont établis conformément aux règles et principes généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règl. ANC 2014-03 relatif au PCG).

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation en raison du soutien financier du groupe
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

Les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires...) et les intérêts d'emprunt sont comptabilisés directement en charges.

Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées

Du fait des opérations (apports et scissions) de l'exercice 1997, des droits de jouissance des contrats de crédit-bail ont été évalués et des droits au bail à construction reconnus en comptabilité.

Les fonds commerciaux ne bénéficient pas d'une protection juridique. Ils sont amortis linéairement sur 20 ans.

Les logiciels informatiques acquis et les logiciels développés en interne sont immobilisés et amortis sur leur durée d'utilité estimée à trois ans. Par exception, sont amortis sur cinq ans les logiciels type ERP, très structurants pour le métier et dont l'architecture fonctionnelle et technique a une durée probable d'utilité plus longue.

La méthode d'amortissement utilisée est la méthode de l'amortissement linéaire.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

Les autres frais d'acquisition (droits de mutation...) et les intérêts d'emprunt sont comptabilisés directement en charges.

En application de l'approche par composants, l'entreprise utilise des durées d'amortissement différenciées pour chacun des composants significatifs d'un même actif immobilisé dès lors que l'un de ces composants a une durée d'utilisation différente de l'immobilisation principale à laquelle il se rapporte.

Les coûts d'entretien et de réparation sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les

dépenses ultérieures relatives au remplacement ou au renouvellement d'un composant sont comptabilisées comme un actif distinct venant en remplacement de l'actif renouvelé.

L'amortissement est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. À ce titre, le mode linéaire est en général retenu sur les durées suivantes :

Constructions	6 ans 2/3 à 30 ans
Agencements et aménagements	4 à 30 ans
Installations techniques, matériels et outillages	2 à 8 ans
Autres immobilisations	2 à 5 ans

En complément, un amortissement dérogatoire, classé au bilan en provisions réglementées, est constaté lorsque les durées d'amortissement fiscalement admises sont inférieures aux durées d'utilisation comptables ou par application de la méthode de l'amortissement dégressif.

Les terrains et les immobilisations en cours ne sont pas amortis.

Dépréciations des immobilisations corporelles & incorporelles

Lorsqu'une immobilisation est destinée à être vendue, ou lorsqu'elle n'a plus de potentiel, elle est testée à son seul niveau. Dans ce cas, lorsque sa valeur nette comptable est significativement supérieure à sa valeur actuelle estimée sur la base de la valeur vénale par référence aux prix de marché, la valeur nette comptable de l'immobilisation est immédiatement dépréciée pour la ramener à sa valeur actuelle.

Dans les autres cas, les immobilisations corporelles et incorporelles sont regroupées pour être testées. Le groupe d'actifs au niveau duquel est réalisé le test de dépréciation est déterminé en fonction du mode de gestion et de suivi des activités de l'entreprise, à savoir au niveau de chaque secteur d'activité.

Les plus petits groupes d'actifs identifiés par la société, générant des flux de trésoreries sont les magasins.

Les groupes d'actifs auxquels est affecté un fonds commercial non amorti sont testés au moins une fois par an. Les autres groupes d'actifs ne sont testés que s'il existe un indice de perte de valeur à la clôture.

Lorsque la valeur actuelle du groupe d'actifs est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est constatée.

La reprise éventuelle de la dépréciation est examinée à chaque date de clôture.

Pour les groupes d'actifs destinés à être conservés et utilisés, la valeur actuelle est le plus souvent déterminée sur la base de la valeur d'usage, celle-ci correspondant à la valeur des avantages économiques futurs attendus de son utilisation et de sa sortie. Elle est égale :

- à la somme des flux de trésorerie futurs actualisés déterminés dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la direction
- à laquelle s'ajoute une valeur terminale calculée par application d'un taux de croissance attendu des activités considérées à un flux normatif égal à la dernière année de la période d'extrapolation.

Le taux d'actualisation reflète les risques spécifiques à l'actif. Il ne reflète pas les risques et avantages déjà pris en compte dans les estimations de flux de trésorerie.

Lorsque la valeur d'usage est inférieure à la valeur nette comptable la valeur actuelle est déterminée sur la base de la valeur vénale, celle-ci est appréciée par référence aux prix de marché.

Participations et autres titres immobilisés

Titres de participations et créances rattachées : Les titres de participation sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, y compris les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires...). Les frais d'acquisition font l'objet d'un amortissement dérogatoire sur 5 ans. A toute autre date que leur date d'entrée, les titres de participation sont évalués à leur valeur d'utilité, laquelle est déterminée par référence à la quote-part des capitaux propres détenue, à l'actif net comptable corrigé, à sa valeur de rendement et aux perspectives de rentabilité.

Lorsque la valeur d'inventaire d'une participation est inférieure à sa valeur d'utilité, une provision pour dépréciation est constituée.

Autres immobilisations financières : Figurent essentiellement dans ce poste les dépôts et cautionnement versés lors de la signature des baux des locaux loués pour les magasins.

Valeurs mobilières de placement

Néant

Stocks

Le coût de revient des stocks de marchandises correspond au dernier prix d'achat, y compris les conditions obtenues à l'achat de la part des fournisseurs (ristournes et coopération commerciales) majoré des frais accessoires, méthode adapté à la rotation rapide des stocks et qui ne génère pas d'écart significatif avec la méthode du coût unitaire moyen pondéré (CUMP).

Les frais accessoires incluent les frais de manutention et de stockage en entrepôts directement imputables à l'acquisition des produits ainsi que les frais de transport jusqu'à l'entrée des produits dans les magasins.

Les stocks sont dépréciés si leur valeur probable de réalisation est inférieure à leur coût de revient.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte d'un risque d'impayé auquel elles sont susceptibles de donner lieu.

Le risque d'impayés est apprécié individuellement pour les clients les plus importants (activité ventes en gros). Les créances des autres clients font l'objet d'une dépréciation estimée selon une approche statistique prenant en compte l'ancienneté des créances et un taux de non-recouvrement historique.

Les créances exprimées en devises sont valorisées sur la base du taux de change en vigueur à la clôture.

Disponibilités

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banque et en caisse ainsi que les bons qui sont, dès leur souscription, remboursables à tout moment.

Les disponibilités sont évaluées à leur valeur nominale.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan représentent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant les modalités énoncées ci-avant.

La contrepartie des provisions réglementées est comptabilisée en charges exceptionnelles, au poste "Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions".

Opérations en devises

Néant

Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est comptabilisée lorsque la société a une obligation juridique ou implicite à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière suffisamment fiable et dont il est probable que l'extinction se traduira par une sortie de ressources.

Engagements de retraite et autres avantages au personnel à long terme

Les engagements sont évalués en application de la recommandation ANC n°2013-02 selon la méthode 2 conforme à IAS19 révisée.

Le seul engagement de retraite supporté par l'entreprise est constitué par les indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel, la législation prévoyant que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite.

Le régime d'indemnités de fin de carrière est partiellement financé par le versement de primes à des compagnies d'assurance.

Les principales hypothèses actuarielles retenues dans l'évaluation de l'engagement IFC sont :

- Taux d'actualisation : 3,75%
- Augmentation annuelle des salaires : entre 2,60% et 3,90% selon la catégorie professionnelle
 - Cadres 3,60%
 - Maîtrises / Techniciens 3,90%
 - Ouvriers / Employés 2,60%
- Taux de rotation du personnel : par tranche d'âge
- Initiative du départ : Salarié
- Table de mortalité : Table INSEE 2014-2016
 - TF 00-02 avec décalage d'âge pour les femmes
 - TH 00-02 avec décalage d'âge pour les hommes
- Age de départ en retraite :

Cadres	Taux plein CNAV âge début carrière 22 ans
Maîtrises / Techniciens	Taux plein CNAV âge début carrière 20 ans
Ouvriers / Employés	Taux plein CNAV âge début carrière 20 ans

Non comptabilisés, ils sont présentés en tant qu'engagements hors bilan.

Pour rappel, voici les informations de l'exercice 2021 :

Valeur actuelle de l'engagement	23 904 K€
Juste valeur des actifs du régime	9 758 K€
Passif / (actif) net	14 146 K€

Provisions pour litiges

Les provisions sont comptabilisées lorsqu'à la date de clôture, il existe une obligation actuelle d'ordre légal, réglementaire ou contractuel, voire implicite qui résulte d'un fait générateur passé dont le montant peut être estimé de manière fiable et dont il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend principalement les ventes de marchandises et les ventes de services aux clients ainsi que les prestations fournisseurs.

Subvention d'investissement à caractère commercial

Une subvention d'investissement à caractère commercial est versée par Auchan Supermarché afin de participer aux coûts engagés par le franchisé dans le cadre de la mise au concept du magasin. Cette charge est versée au plus tard à l'ouverture du magasin et elle est étalée sur toute la durée du contrat par l'utilisation d'une charge constatée d'avance.

Notion de résultat courant et de résultat exceptionnel

Tous les éléments exceptionnels par leur fréquence et leur montant, se rattachant aux activités ordinaires, sont comptabilisés en résultat exceptionnel.

Impôt sur les bénéfices

La société est intégrée fiscalement. La société mère ELO S.A., en tant que seule redevable de l'impôt, comptabilise la dette d'impôt vis-à-vis du Trésor Public. Les filiales membres de l'intégration fiscale déterminent et comptabilisent leur charge d'impôt comme si elles étaient imposées séparément, et inscrivent en compte courant leur dette d'impôt envers la société mère. Les économies d'impôt provenant des sociétés déficitaires sont constatées en résultat par la société tête de groupe de l'intégration fiscale, ELO S.A..

NOTES SUR LE BILAN

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
			Réévaluation	Acqu. et apports
	Frais d'établissement et de développement (I)	0,0		
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	130,9		1,9
	Terrains	89,4		-0,0
Constructions	Sur sol propre	334,0		3,4
	Sur sol d'autrui	65,5		0,6
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	390,5		20,3
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	166,6		16,3
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	154,7		0,7
	Matériel de transport	0,0		0,0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	47,9		10,2
	Emballages récupérables et divers	0,0		0,0
	Immobilisations corporelles en cours	22,8		41,3
	Avances et acomptes	1,8		2,1
	TOTAL (III)	1 273,1		94,9
	Participations évaluées par mise en équivalence			0,0
	Autres participations	105,9		3,9
	Autres titres immobilisés	0,0		0,0
	Prêts et autres immobilisations financières	6,6		2,2
	TOTAL (IV)	112,5		6,1
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	1 516,5		102,8
Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Réévaluation
		Virement	Cession	
	Frais d'établissement et de développement (I)			0,0
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		9,9	122,9
	Terrains		1,6	87,8
Constructions	Sur sol propre		6,3	331,1
	Sur sol d'autrui		0,9	65,2
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions		5,5	405,3
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		18,6	164,2
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers		1,2	154,2
	Matériel de transport		0,0	0,0
	Matériel de bureau et mobilier informatique		13,0	45,1
	Emballages récupérables et divers		0,0	0,0
	Immobilisations corporelles en cours		22,8	41,3
	Avances et acomptes		1,8	2,1
	TOTAL (III)		71,6	1 296,3
	Participations évaluées par mise en équivalence			
	Autres participations			109,8
	Autres titres immobilisés			0,0
	Prêts et autres immobilisations financières			8,8
	TOTAL (IV)			118,6
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		81,5	1 537,9

Les autres participations ont augmenté de 3,9M€ au titre de l'augmentation de capital pour Auvico.

Les autres participations ont en contrepartie diminué suite à la fusion de LBE Obernai et Auchan Bio dans Auchan Supermarché.

Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
	Immobilisations amortissables	Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
	Frais d'établissement et de développement (I)	0,0			0,0
	Fonds commercial	75 343		189	75,2
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	27,2	1,1	9,0	19,4
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	102,6	1,1	9,1	94,6
	Terrains				0,0
	Sur sol propre	189,2	10,0	5,1	194,0
	Constructions Sur sol d'autrui	37,9	2,1	0,7	39,3
	Installations générales, agencements	291,1	28,1	4,7	314,5
	Installations techniques, matériels et outillages	142,1	12,4	18,5	136,0
	Installations générales, agencements divers	138,1	6,2	1,2	143,1
	Autres immo. corporelles Matériel de transport	0,0			0,0
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	42,0	5,1	12,8	34,2
	Emballages récupérables et divers				0
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	840,3	64,0	43,0	861,2
	TOTAL GENERAL (I + II)	942,9	65,1	52,2	955,8

Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	Différentiel de durée	DOTATIONS		REPRISES		Amort fiscal exceptionnel	Fin de l'exercice
		Mode dégressif	Amort fiscal exception-nel	Différentiel de durée	Mode dégressif		
Frais étab							
Fonds comm.							
Autres	0,0						0,0
INCORPO.	0,0						
Terrains							
Constructions :							
sol propre	4,2			2,5	0,0		1,6
sol autrui	1,2	0,2		2,4	3,7		-4,7
install.	0,8			0,5	0,0		0,3
Autres immobilisations :							
Inst. techn.	0,8	0,3		4,6	1,1		-4,6
Inst gén.	0,5	0,0		0,6	1,2		-1,3
M.Transport							
Mat bureau.	0,0	0,1		0,3	0,2	0,0	-0,4
Emball.				0,0			-0,0
CORPO.	7,4	0,6		10,9	6,2		-9,3
Acquis. de titres							
TOTAL		0,6		10,9	6,2		-9,2

Cadre C		Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
	Frais d'émission d'emprunt à étaler				
	Primes de remboursement des obligations				

Liste des filiales et participations

Filiales et participations	Capital	Réserves et report à nouveau, avant affectation des résultats	Quote part du capital détenue (%)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société	Montant des cautions et aval données par la société	Chiffre d'affaires hors taxe du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice écoulé	Dividendes ou autres parts de bénéfices écoulés
				Brute	Nette					
A. Renseignements détaillés(1)										
Filiales (+ de 50% du capital détenu par la société)				100 561 702	28 528 446					
AMV DISTRIBUTION	659 632	-2 724 828	100%	11 629 640	0			22 264 513	-1 723 608	0
AUVICO	265 833	-536 314	100%	7 128 306	0			906 280	-527 416	0
CACHAN DISTRIBUTION	38 043	-1 001 827	99,70%	6 404 543	667 406			280 191	174 811	0
CHOLDIS	40 000	-2 766 496	100%	3 229 781	0			0	-164 292	0
DISANTO	45 600	6 190 366	96,42%	3 646 587	3 646 587			29 074 551	879 800	0
ESPERA	50 000	-6 893 298	100%	750 000	0			0	2 326 918	0
FREMARC	974 464	-5 122 362	99,93%	31 887 158	15 658 161			71 124 456	742 807	0
PAREA	6 040 860	10 528 711	100%	8 356 292	8 356 292			482 728 860	6 319 718	0
SAFIPAR	4 891 500	-5 978 302	100%	36 271 195	0			77 736 079	-4 487 357	0
ZANI	50 000	-225 685	100%	50 000	0			0	-3 186	0
TULIMO	1 000	-63 950	100%	8 200	0			0	-2 288	0
Participations (10 à 50% du capital) - à détailler										
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations non reprises au A.										
Filiales françaises (ensemble)										
Filiales étrangères (ensemble)										
(2)										
Participations dans des sociétés françaises										
Participation dans des sociétés étrangères										
TOTAL										
(1) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).										
(2) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.										

Etat des échéances des créances et des dettes

Cadre A		Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations					
Prêts			2,1	2,1	
Autres immos financières			6,7	6,7	
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE			8,8	8,8	
Clients douteux ou litigieux			11,5	11,5	
Autres créances clients			38,7	38,7	
Créances représentatives de titres prêtés					
Personnel et comptes rattachés			0,7	0,7	
Securité sociale et autres organismes sociaux			0,6	0,6	
Etat et autres collectivités	Impôts sur les bénéfices				
	Taxe sur la valeur ajoutée	22,5	22,5		
	Autres impôts	0,3	0,3		
	Etat - divers	1,5	1,5		
Groupes et associés			40,4	40,4	
Débiteurs divers			90,8	90,8	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT			207,1	207,1	
Charges constatées d'avance			6,8	6,8	
TOTAL DES CREANCES			222,6	222,6	
Prêts accordés en cours d'exercice					
Remboursements obtenus en cours d'exercice					
Prêts et avances consentis aux associés					
Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine					
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine					
Emprunts et dettes financières divers		284,2	3,2	281,0	
Fournisseurs et comptes rattachés		218,3	218,3		
Personnel et comptes rattachés		23,9	23,9		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		20,2	20,2		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices				
	Taxe sur la valeur ajoutée	6,6	6,6		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts	17,4	17,4		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		32,0	32,0		
Groupes et associés		275,8	275,8		
Autres dettes		19,7	19,7		
Dette représentative de titres empruntés					
Produits constatés d'avance		0,6	0,6		
TOTAL DES DETTES		898,8	617,8	281,0	
Emprunts souscrits en cours d'exercice		281,0	Emprunts auprès des associés personnes physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice		447,0			

La ligne Emprunts et dettes financières enregistre la dette structurelle souscrite auprès d'Auchan Retail France.

Etat des Capitaux Propres**Nombre et valeur nominale des composants du capital social**

	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2022	Valeur nominale
Actions ordinaires	18 585 390	32 000 000		50 585 390	1,00
Total	18 585 390	32 000 000		50 585 390	

Variation des capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	46,5	80,0	75,9				50,6
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	0						0
Ecart de réévaluation	0						0
Réserve légale	7,0						7,0
Réserves statutaires ou contractuelles	0						0
Réserves réglementées	0						0
Autres réserves	0						0
Report à nouveau	-163,1	75,9			-21,8		-109,0
Résultat de l'exercice	-21,8	-47,7			21,8		-47,7
Subventions d'investissement	0						0
Provisions réglementées	80,3	9,7	17,2				72,8
TOTAL CAPITAUX PROPRES	-51,2	117,9	93,1				-26,4

Charges constatées d'avance

[illegible]

Produits constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
LOYER-DROIT D'ENTREE PERCU D'AVANCE	0,4		
PRODUITS FINANC.CONSTATES D'AVANCE		0,2	
TOTAL	0,4	0,2	

Charges à payer

Charges à payer	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	282,4
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	123,9
Dettes fiscales et sociales	33,4
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	31,1
Autres dettes	1,0
Total	471,8

Produits à recevoir

	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	1,3
Personnel et comptes rattachés	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	
Etat et autres collectivités publiques	
Autres créances	7,9
Disponibilités	
Total	9,2

Provisions inscrites au Bilan

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	80,3	9,7	17,2	72,8
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)	80,3	9,7	17,2	72,8
Provisions pour litige	6,0	4,3	3,1	7,2
Provisions pour garanties				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités	1,5	0,0	1,5	0,0
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions	2,0	0,0	2,0	0,0
Provisions pour impôts	0,1	0,0	0,0	0,0
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	19,5	10,1	12,9	16,7
TOTAL (II)	29,1	14,4	19,6	23,9
Provisions sur immos incorporelles	2,0		0,9	1,1
Provisions sur immos corporelles	20,2	3,9	2,8	21,2
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participations	75,2	5,9	0,1	81,0
Provisions sur autres immos financières	0,0			0,0
Provisions sur stocks	1,0	2,3	1,0	2,3
Provisions sur comptes clients	12,7	3,4	4,8	11,4
Autres provisions pour dépréciations	3,0	1,0	0,8	3,2
TOTAL (III)	114,1	16,5	10,4	120,2
TOTAL GENERAL (I + II + III)	223,4	40,6	47,1	217,0
Dont dotations et reprises d'exploitation		11,2	10,8	
Dont dotations et reprises financières		5,9		
Dont dotations et reprises exceptionnelles		21,3	31,6	
dépréciations des titres mis en équivalence				

Les provisions pour litiges comprennent :

- des provisions pour litiges avec le personnel pour 2,5 M€
- des provisions pour litiges avec les fournisseurs pour 3,7 M€
- des provisions pour litiges divers pour 1 M€

Les autres provisions pour risques et charges comprennent :

- la provision primes de progrès et le forfait social pour 3,4 M€
- la provision médailles du travail pour 1,2 M€
- la provision pour situation nette négative d'Auvico (0,4 M€), d'AMV Distribution (3 M€), d'Espéra (4,5 M€), de Safipar (2,9M€), de Tulimo et Zani (0,2M€).

Ventilation des reprises de provisions en utilisées et non utilisées :

Nature	Reprises utilisées	Reprises non utilisées
Provisions pour litige	0,7	2,4
Provisions pour amendes et pénalités	1,5	
Autres provisions pour risques et charges	13,6	

Ventilation du Chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises	2 858,0	2 806,6	2%
Production vendue biens	2,3	0,4	-100%
Production vendue services	111,8	107,7	4%
Répartition par marché géographique			
Chiffres d'affaires nets-France	2 934,6	2 886,3	2%
Chiffres d'affaires nets-Export	37,5	28,5	32%
Chiffres d'affaires nets	2 972,1	2914,8	2%

Le chiffre d'affaires a été réalisé principalement en France dans le secteur des supermarchés.

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Analyse du Résultat d'Exploitation

Le Résultat d'Exploitation à la clôture s'élève à	-39,7 M€
A la clôture précédente, il s'élevait à	-6,1 M€

Analyse du Résultat Financier

Le Résultat Financier à la clôture s'élève à -17,4 M€

A la clôture précédente, il s'élevait à -15,8 M€

Il se décompose principalement et comparativement comme suit :

Nature des indications	Exercice N	Exercice N-1
a) Produits financiers de participations	0,4	0,0
b) Autres intérêts et produits assimilés	0,5	0,2
c) Reprises sur provisions et transferts de charges	0,0	2,5
d) Autres produits financiers	0,2	0,0
e) Dotations financières aux amortissements et provisions	-5,9	-11,6
f) Intérêts et charges assimilées	-8,6	-6,7
g) Autres charges financières	-3,9	-0,2
h) Résultat sur différences de change	0,0	0,0
Résultat Financier	-17,4	-15,8

f) Les charges financières comprennent principalement les frais financiers sur le prêt Auchan Retail International pour 0,5 M€, sur le prêt Auchan Retail France pour 7,3 M€, les malis de fusion de LBE Obernai et Auchan Bio pour 3,9 M€ et les frais financiers sur comptes courants pour 0,8 M€.

Analyse du Résultat Exceptionnel

Le Résultat Exceptionnel à la clôture s'élève à
Il se décompose principalement comme suit :

16,8 M€

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Amortissements dérogatoires	9,7	17,2
Cession des immobilisations	4,7	13,8
Dépréciation des sites	6,7	3,8
Pénalités et amendes	0,3	
Rappel d'impôts	2,1	
Charges exceptionnelles diverses	1,6	
Reprises plus value de fusion		0,0
Reprises provisions pour contrôles fiscaux		1,6
Provisions situations nettes négatives	4,8	8,8
Produits exceptionnels divers		1,6
TOTAL	30,0	46,8

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Eu égard au caractère confidentiel de cette information, les rémunérations ne sont pas divulguées.

Effectifs

Effectif	Effectif moyen salarié	
	N	N-1
Cadres	299	299
Agents de maîtrise	719	700
Employés et techniciens	7981	8356
Autres	1536	
TOTAL	10535	9355

L'effectif moyen du personnel est de : 10 535

Impôt sur les bénéfices

Impôts	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat après impôt
Résultat courant	-57,2	0,0	-57,2
Résultat exceptionnel	16,8	-0,0	16,8
Crédit d'impôt Mécénat		5,8	-5,8
IS sur résultats antérieurs			
Contribution sociale			
Contribution exceptionnelle			
TOTAL	-40,4	5,8	-46,2

Le taux d'imposition s'élève à 25%.

La contribution sociale est de 3,3%.

Fiscalité différée

<i>Libellé</i>	<i>31/12/2022</i>	<i>31/12/2021</i>
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt		
Provisions réglementées	72,8	80,3
Subventions d'investissement	0,0	0,0
Ecart d'évaluation négatif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Actif	0,0	0,0
Autres charges déduites d'avance		
Plus values à long terme en sursis d'imposition		
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt	72,8	80,3
Total passif d'impôt futur	18,8	22,8
Bases d'allègement de la dette future d'impôt		
Amortissements des logiciels		
Pertes potentielles sur contrat à long terme		
Provisions pour retraites et obligations similaires	1,3	0,0
Autres risques et charges provisionnés	5,9	11,6
Charges à payer	13,9	17,5
Ecart d'évaluation positif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Passif	0,0	0,0
Autres produits taxés d'avance		
Déficits reportables fiscalement		0,0
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt	21,1	29,1
Total actif d'impôt futur	5,5	8,3
Situation nette	13,4	14,5

(1) Taux d'impôt :	25,83%	28,41%
Dont taux normal d'impôt sur les sociétés :	25,00%	27,50%
Contribution sociale sur l'impôt :	3,30%	3,30%
Contribution exceptionnelle sur l'impôt :	0,00%	0,00%

NOTES COMPLEMENTAIRES

Engagements hors bilan

Catégorie d'engagement	Total	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Engagements donnés (à détailler)				
Indemnités de retraite (IDR)	20,99			20,99
Abandons de créances avec clause de retour à meilleure fortune				
- SMJ (franchisé)	1,1	1,1		
- SMR (franchisé)	0,1	0,1		
- SMD (franchisé)	0,5	0,5		
Options sur terrains et immeubles				
- Vinci Immobilier	0,3	0,3		
- Les Constructeurs Réunis	1,1	1,1		
- Lea	1	1		
A.Total engagements liés à l'exploitation	25,09	4,1		20,99
B.Total engagements liés au financement	0			
C. Total autres engagements donnés	0			
I. Total engagements donnés (A+B+C)	25,09	4,1		20,99
Engagements reçus (à détailler)				
Dettes garanties par des cautions	7,9	7,9		
II. Total engagements reçus	7,9	7,9		
Engagements réciproques (à détailler)				
III. Total engagements réciproques	0			